

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mittwoch (Vormittag), 7. septembre 2016

Direction de l'instruction publique

**21 2015.RRGR.1112 Motion 285-2015 Schneider (Diessbach b. Büren, UDC)
Réexaminer les moyens didactiques de l'apprentissage du français
Motion ayant valeur de directive**

N° de l'intervention: 285-2015
Type d'intervention: Motion
N° d'affaire: 2015.RRGR.1112
Déposée le: 16.11.2015
Déposée par: Schneider (Diessbach b. Büren, UDC)
(porte-parole)
Schmidhauser (Bremgarten, PLR)
Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC)
Cosignataires: 5
Urgence: refusée le 19.11.2015
N° d'ACE: 703/2016 du 15 juin 2016
Direction: INS

Réexaminer les moyens didactiques de l'apprentissage du français

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. Faire examiner scientifiquement si les enfants qui ont appris le français dès la cinquième année scolaire avec « Mille feuilles » et « Clin d'œil » sont mieux préparés dans les différentes matières linguistiques que les enfants qui ont commencé avec le français seulement en septième année avec « Bonne chance ».
2. Confier cette analyse en 2016 et 2017 à l'Institut des sciences de l'éducation de l'Université de Berne ou à l'Institut de recherche, de développement et d'évaluation de la Haute Ecole pédagogique de Berne, sans frais pour le canton de Berne.
3. Résilier le projet Passepartout et remplacer les manuels « Mille feuilles » et « Clin d'œil », à moins que dans les tests d'évaluation, les résultats des enfants qui ont étudié le français avec ces moyens didactiques ne soient sensiblement meilleurs.
4. Présenter des options de rechange par rapport à l'enseignement du français dès la cinquième année scolaire, à moins que les leçons supplémentaires n'aient permis aux enfants d'acquérir des connaissances nettement supérieures de la langue française.

Développement :

Bon nombre d'enfants sont dépassés par les leçons de français dès la cinquième année scolaire avec les manuels « Mille feuilles » et « Clin d'œil ». Les élèves allophones, surtout, ont déjà bien du mal avec l'apprentissage de la langue allemande. Il faut se rappeler également que l'enseignement du français dès la cinquième année a eu pour effet d'augmenter le nombre de leçons hebdomadaires.

Pour cette seule matière, d'énormes exigences sont posées au personnel enseignant. La formation continue de deux ans (deux leçons hebdomadaires plus le travail individuel) que doivent suivre les enseignants et enseignantes pour atteindre le niveau C1, et la formation didactique de douze journées au total réparties sur une année constituent une importante charge annuelle. La nouvelle dotation en leçons coûte quant à elle environ 14 millions de francs. A cela s'ajoute l'installation de postes de travail audio et vidéo afin que les élèves puissent utiliser « Mille feuilles » et « Clin d'œil ». Ces nouveaux moyens didactiques pour l'enseignement du français coûtent par enfant et par année 9 francs de plus que « Bonne Chance » et l'enseignement s'étend désormais sur sept et non plus sur cinq ans. Ces coûts supplémentaires et 30 pour cent du financement des leçons supplémentaire constituent un poids énorme pour les communes. Les 18 millions de francs par

année qui sont à la charge du canton et des communes rendent nécessaires une analyse coût-utilité avec des tests d'évaluation.

La promesse d'harmonisation de l'enseignement des langues étrangères dans les différents cantons faite au moment de la votation sur le projet HarmoS n'a pas été tenue. Au lieu de cela, l'enseignement d'une langue étrangère commence déjà en cinquième année selon une méthode didactique contestable, malgré les voix critiques du corps enseignant, des pédagogues et des linguistes. Il s'agit d'immerger les enfants dans un bain linguistique. Le bain est comme un lac, les enfants ne savent pas nager. Il n'est pas prévu d'aides à la natation (orthographe, grammaire et vocabulaire). Dans ce type d'apprentissage, on apprend avec un casque sur les oreilles, en écoutant des textes et des histoires. Les images qui s'affichent sur l'écran de l'ordinateur sont censées faciliter la compréhension. Les enfants travaillent seuls à l'ordinateur. Cette méthode imite l'apprentissage de la langue d'une région ou d'une famille étrangères. Or il est prouvé que ce type d'apprentissage ne peut fonctionner que quand l'enfant est confronté à la langue plus de 40 pour cent de son temps d'éveil. Autant dire qu'il est évident d'entrée de jeu que cette méthode n'est pas adaptée pour deux à trois leçons par semaine.

Les protestations des parents, des enseignants et enseignantes, et en particulier de celles et ceux qui ont travaillé auparavant avec « Bonne Chance » ne cessent de se multiplier, les autorités scolaires et les représentants et représentantes des communes se plaignent des coûts. Or malheureusement, un climat de peur règne sur les écoles, on craint même pour son emploi. Cette ambiance se répercute sur la santé des enseignants et enseignantes et sur le bien-être du collège. Les enfants aussi sont frustrés quand ils constatent en neuvième année scolaire qu'ils sont incapables de conjuguer un verbe et qu'ils ignorent les mots les plus courants.

C'est pourquoi les autorités politiques doivent agir. Autrement dit, les connaissances des enfants dans les différents domaines (compréhension, locution) après cinq années de « Bonne Chance » et sept années de « Mille feuilles » et « Clin d'œil » doivent être comparées et par ailleurs, l'analyse coûts-utilité doit être menée.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Celui-ci dispose d'une marge de manœuvre assez large par rapport au degré de réalisation de l'objectif, aux moyens employés ainsi qu'aux autres modalités de réalisation du mandat. La décision relève en outre de sa responsabilité.

L'avancement et le renouvellement de l'enseignement des langues étrangères sont mis en œuvre dans l'ensemble de la Suisse conformément à la stratégie nationale pour le développement de l'enseignement des langues établie en 2004 par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP). Alors que l'ordre dans lequel sont introduites les langues étrangères obligatoires a été adopté de façon unanime dans la partie francophone du pays, les cantons germanophones connaissent deux modèles : la Suisse centrale et la Suisse orientale commencent par l'anglais, alors que les cantons limitrophes de la Suisse romande introduisent d'abord le français. Les cantons de Berne, de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne, de Fribourg, de Soleure et du Valais se sont regroupés en 2006 et ont mis en place ensemble le projet Passepartout pour l'avancement et le renouvellement de l'enseignement du français et de l'anglais. L'arrêté du Grand Conseil du 27 mars 2007 (adhésion à l'accord intercantonal) et l'arrêté du Grand Conseil du 20 mars 2014 (prolongation de l'accord intercantonal) constituent la base légale de la participation du canton de Berne à ce projet intercantonal. Les coûts du projet qui incombent au canton de Berne pour les exercices 2007 à 2018, à savoir environ 5,2 millions de francs (contribution au projet global intercantonal), figurent dans l'ACE 2145/2009.

Passepartout est un projet qui, au-delà des dix années requises pour sa mise en œuvre, apporte une contribution déterminante au développement de l'enseignement et de la qualité dans l'apprentissage des langues étrangères à l'école obligatoire. Le manuel de français élaboré par Schulverlag plus AG sur mandat des cantons participant au projet suppose une adaptation de la didactique des langues étrangères et, partant, répond aux critiques souvent formulées à l'encontre des compétences en français des élèves en fin de scolarité obligatoire, à savoir que ces derniers étaient certes capables d'écrire des textes simples et d'appliquer les règles grammaticales, mais qu'ils n'étaient guère en mesure de comprendre des textes complexes et de parler français. L'objectif de l'avancement et du renouvellement de l'enseignement des langues étrangères à l'école obligatoire consiste à développer un multilinguisme fonctionnel qui se traduit, non pas par des

connaissances parfaites du français et de l'anglais, mais par la capacité à comprendre et à se faire comprendre en fonction de l'âge et de la situation. Par ailleurs, les élèves acquièrent des stratégies d'apprentissage et une conscience des langues qui en facilitent l'apprentissage même après l'école obligatoire.

Dans le projet Passepartout, différents domaines sont évalués. L'évaluation de la formation continue a lieu conformément aux prescriptions des diverses hautes écoles pédagogiques et est effectuée, pour le canton de Berne, par l'*Institut für Weiterbildung und Medienbildung* (IWM) de la PHBern. La qualité et l'adéquation des moyens d'enseignement sont quant à elles évaluées annuellement par l'Institut de recherche et de documentation pédagogique (irdp) de l'Université de Fribourg, sur mandat de la direction générale du projet. Enfin, l'Institut de plurilinguisme de l'Université de Fribourg évalue l'enseignement des langues étrangères dispensé selon les modalités du projet Passepartout et la réalisation des objectifs d'apprentissage.

Points 1 et 2

Le Conseil-exécutif est favorable à la requête des motionnaires, qui souhaitent que l'enseignement avancé des langues étrangères soit évalué par une institution indépendante. La direction générale du projet Passepartout a chargé l'Institut du plurilinguisme de l'Université de Fribourg de procéder à une évaluation et de relever les progrès d'apprentissage en langue étrangère réalisés dans le cadre du projet Passepartout, évaluation qui viendra compléter la vérification de l'acquisition des compétences de base réalisée par la CDIP. Les évaluations auront lieu en 2017 (fin du degré primaire) et en 2020 (fin du degré secondaire I). Leur objectif est de vérifier si les élèves ont acquis les compétences linguistiques de base définies par la CDIP et atteint les objectifs d'apprentissage de Passepartout conformément au plan d'études Passepartout. Ces évaluations doivent également permettre d'obtenir des indications relatives aux forces et aux faiblesses de l'enseignement et des manuels Passepartout. Ces résultats permettront de dresser un état des lieux afin de dégager les éventuelles mesures d'amélioration nécessaires.

Procéder à une évaluation préalable des compétences de français acquises avec le manuel « Bonne Chance » puis effectuer une comparaison entre les deux évaluations doublerait pratiquement le budget sans pour autant apporter une plus-value considérable : très différentes, les méthodes « Bonne Chance » et « Mille feuilles/Clin d'œil » ainsi que les méthodes d'enseignement et d'apprentissage qui y sont associées permettent d'acquérir des compétences différentes et pas forcément mesurables par des tests. Ces deux méthodes sont donc difficilement comparables. Par conséquent, le Conseil-exécutif propose le rejet de ces deux points.

Point 3

Le Conseil-exécutif a été chargé par le parlement de mettre en œuvre l'avancement de l'enseignement des langues étrangères. C'est pourquoi il rejette la demande des motionnaires de remplacer les manuels « Mille Feuilles » et « Clin d'œil ». S'il s'avérait que les objectifs du plan d'études Passepartout n'étaient pas atteints comme escompté, les moyens d'enseignement Passepartout ne seraient pas simplement remplacés. Il faudrait tout d'abord définir précisément les lacunes et déterminer si une adaptation de « Mille Feuilles » et de « Clin d'œil » permettrait ou non de les combler. Si cela ne devait pas être le cas, il conviendrait d'étudier la création d'un nouveau moyen d'enseignement.

Point 4

Si le mandat confié par le Grand Conseil d'introduire l'enseignement du français dès la cinquième année scolaire et celui de l'anglais dès la septième année était annulé, il faudrait que cela ait fait l'objet de discussions nourries et cela ne pourrait pas être annoncé sans évaluation préalable. Selon le Conseil-exécutif, ce serait délicat d'un point de vue politique et cela enverrait le mauvais signal si le canton de Berne, bilingue par excellence, venait à violer la stratégie des langues de la CDIP (2004) et le concordat HarmoS (2007). Une politique à hue et à dia doit impérativement être évitée : dans la politique de formation, tout comme dans d'autres domaines, il est important de bénéficier de conditions générales durables et de mener une politique de stabilité. Le Conseil-exécutif rejette donc la motion demandant de présenter des alternatives à l'enseignement avancé des langues étrangères.

Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

Ursula Zybach, Spiez (PS), vice-présidente. Somit kommen wir zum Traktandum 21

«Lerndidaktik des Frühfranzösischlehrmittels sofort überprüfen». Das ist eine Richtlinienmotion, und wir führen daher eine reduzierte Debatte. Die Ziffern 2 bis 4 wurden bereits zurückgezogen. Das heisst, wir diskutieren hier nur über Ziffer 1. Grossrat Schneider hat als Motionär das Wort.

Le président Carlos Reinhard reprend la direction des délibérations.

Donat Schneider, Lyss (UDC). Wir haben uns entschieden, die Ziffern 2, 3 und 4 zurückzuziehen. Ganz offen gesagt geschah dies auch, um Ziffer 1 die Brisanz zu nehmen. Wir wollten damit die Folgen nicht vorwegnehmen, damit wir unbelasteter über Ziffer 1 diskutieren können. Wir haben den Vorstoss vor einem Jahr eingereicht, und in der Zwischenzeit ist wahnsinnig viel passiert. Seither haben wir innerhalb der Bildungskommission viel diskutiert, aber auch ausserhalb – in der Erziehungsdirektion, etc. – stand das Thema fast täglich auf dem Tapet. Wir stehen im Moment mitten in einer Reform. Wir haben die erste Klasse des Jahrgangs, die mit «Mille feuille» und «Clin d’oeil» angefangen haben. Sie sind jetzt in der achten Klasse im fünften oder sechsten Jahr mit dem neuen Lehrmittel. Es ist klar: Je mehr Schüler und Eltern in dieser Zeit langsam in Kontakt mit dem Lehrmittel kamen, desto breiter ist auch die Kritik daran angewachsen. Das ist logisch. An uns herangetreten – und wahrscheinlich an alle, die sich mit Thema befasst haben – ist das ganze Spektrum der Betroffenen. Wir hatten Lehrer, die sagten: «Sofort ändern, alles abbrechen, das Ganze halt!» Andere meinten: «Endlich haben wir etwas Brauchbares. Es macht Freude, mit dem neuen Lehrmittel zu arbeiten.» Es kamen alle möglichen Reaktionen. Wir sagten uns im Anschluss, dass wir nicht aufgrund der subjektiven Wahrnehmung und der subjektiven Einschätzung von Lehrern, Schülern, Erziehungswissenschaftlern oder gar uns Grossräten einen Übungsabbruch befahlen oder fordern wollen. Vielmehr wollen wir eine objektive und wissenschaftliche Klärung: Ist das neue Lehrmittel nun besser oder schlechter? Das war unser Ziel, als wir den Vorstoss formulierten.

Wenn ich nun zu Ziffer 1 komme, ist Folgendes wichtig: Es geht nicht darum, zwei verschiedene Lehrmittel miteinander zu vergleichen. Wir wollen auch nicht zwei verschiedene Ausbildungssysteme miteinander vergleichen. Wir wollen einzig und allein die Fähigkeiten testen, welche die Schüler in Französisch haben, nachdem sie neu sieben Jahre anstatt wie vorher fünf Jahre Französisch gelernt haben. Wir haben das Gefühl, dass damit nicht zu viel und nicht zu wenig verlangt wird. Am Schluss einer so teuren Reform soll eine Überprüfung gemacht werden, und man darf das auch wissen. Darum bitte ich Sie, Ziffer 1 zu überweisen.

(La séance est interrompue brièvement pour cause de problème technique.)

Le président. Jetzt funktioniert das Mikrofon wieder. Entschuldigen Sie, ich war gerade «sprachlos». Mein Mikrofon ist ein bisschen «tilt». Aber ich übergebe jetzt das Wort der Mitmotionärin, Frau Grossrätin Geissbühler.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC). Bonjour à tous! Comment allez-vous? Vous avez bien dormi? Il fait beau temps aujourd’hui. C’est magnifique! Solche Alltagswörter, Umgangsformen und Redewendungen lernen Schüler in «Mille feuilles» und «Clin d’oeil» nicht mehr. Dafür hören sie über Kopfhörer die phantasievolle Geschichte vom «monstre de l’alphabet»: «Le monstre de l’alphabet avale des lettres et il vomit des mots.» Es sind interessante, lustige Geschichten. Aber die Kinder müssten diese immer und immer wieder hören, damit sie über das Ohr die Sprache lernen könnten, so, wie man im Welschland oder, wenn man Bilingue ist, in der Familie die Sprache lernt. Es ist erwiesen, dass mit zwei oder drei Lektionen in der Woche ein Kind die Sprache so nicht lernen kann. Deshalb geben wir eigentlich 13 oder 14 Mio. Franken pro Jahr aus, ohne Resultate zu erzielen. Das Vokabular, das jetzt nachgeliefert wird, nimmt zwar nun Rücksicht auf diese Umstände. Es nimmt Wörter auf, welche die Kinder lernen müssen, und die man im Alltag gebrauchen kann. Aber das Problem ist, dass ein gutes Lehrmittel Texte und Lektüren enthält, aus denen heraus das Kind die Wörter lernen kann. Auch Sprachwissenschaftler sagen, das Nachliefern der Alltagswörter, welche die Kinder nun lernen müssen, sei eigentlich nicht gut. Denn sie müssen diese im Kontext anwenden können. Es handelt sich also um ein Flickwerk, von dem man von Anfang an wusste, dass es nicht funktionieren kann. Ich bitte Sie, wenigstens Ziffer 1 der Motion anzunehmen.

Le président. Es gibt noch eine weitere Mitmotionärin. Ich gebe das Wort an Frau Grossrätin

Schmidhauser. Die Redezeit beträgt zwei Minuten.

Corinne Schmidhauser, Unterseen (PLR). Ich kann mich kurz fassen und möchte nur etwas in diesem Zusammenhang ergänzen. Die ganze Geschichte, ob jetzt «Clin d'oeil» oder «Mille feuilles» oder «Bonne chance», ist das eine. Im Moment läuft «Clin d'oeil» und soll auch laufen. Ich glaube, das ist auch klar. Wenn wir aber die Chance nutzen wollen, einen Vergleich zu haben und herauszufinden, was «Bonne chance» bot und was «Clin d'oeil» bietet, dann ist das nur noch jetzt möglich. Der letzte Jahrgang mit «Bonne chance» ist jetzt in der neunten Klasse. Ich fände es wahnsinnig schade und hielte es für eine verpasste Chance, wenn man die Möglichkeit eines Vergleichs nicht nutzt. In welcher Form man das macht, soll der Regierungsrat letztlich entscheiden. Wir haben heute von der Bedeutung grosser archäologischen Grabungen gesprochen – «Bonne chance» liegt ein bisschen weniger weit zurück. Für die Zukunft wäre es für uns vielleicht wichtiger, auch ein bisschen weniger weit zurückzuschauen. Ich würde wirklich dringend empfehlen und wäre dafür, diese Chance zu nutzen. Wir haben sie nämlich nur noch bis Ende 2017.

Le président. Wir kommen zu den Fraktionen. Die Redezeit beträgt jeweils zwei Minuten. Zuerst hat Grossrat Rudin für die glp-Fraktion das Wort.

Michel Rudin, Lyss (pvl). Ich habe meine zwei Handschuhe nicht mitgenommen und spreche hier jetzt mit «Bonjour, Pierrot, bonjour Pierrette». Wie ich damals die Qualen hasste in diesem Sprachunterricht! Matthias, der dort vorne bereits lacht: Weisst du, wo ich zum ersten Mal gelernt habe, dass Französisch eigentlich Spass macht? – Im Militär. Damals merkte ich, dass es bisweilen etwas nützt, wenn man versteht, was gesagt wird, und in welche Richtung man rennen muss. Aber das ist ein anderes Thema.

Die ganze Motion ist eigentlich auch ein bisschen ein Stellvertreterkrieg, wenn wir ganz ehrlich sind. Und diesen Stellvertreterkrieg – wenn wir schon beim Militärvokabular waren, können wir es so weiterführen – möchten wir doch noch ganz kurz beurteilen. Wir sind ganz klar überzeugt, dass wir auf einem richtigen Weg sind. Und zwar auf einem richtigen Weg, weil das, was wir hier machen, ins Thema «Sprachreisen» hinein geht. Oder mit anderen Worten: Wenn ich einmal in Frankreich bin, möchte ich eigentlich gerne ein Bier bestellen können – andere hier im Rat vielleicht lieber ein Mineralwasser. Aber dazu brauchen wir eine Kompetenz, die heisst: Es darf doch auch Spass machen, eine Sprache anzuwenden. Das Lehrmittel geht genau in diese Richtung.

Jetzt kommt jedoch ein «Aber»: Man darf es aber natürlich auch kontrollieren. Infolgedessen werden wir dem Ganzen zustimmen. Damit haben wir überhaupt kein Problem. Aufgrund von Zahlen, Daten und Fakten werden wir danach wissen, inwiefern sich der «return of invest» – Englisch darf man ab und zu auch einmal gebrauchen – schlussendlich niederschlägt oder eben auch nicht.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Les Verts). Keine Angst, ich fange nicht an, Romanisch zu sprechen. Aber ich möchte Ihnen eine Frage stellen: Weshalb reden wir eigentlich ausserhalb von diesem Thema nicht mehr Französisch in diesem Saal? Wir haben doch in der Schule alle Französisch gelernt, nach alter Schule? Eine Antwort auf diese Frage findet man vermutlich bei Mani Matter: «Wüu si Hemmige hei». Das gilt natürlich nicht für Sabina Geissbühler. Sie hat in dieser Hinsicht keine Hemmungen. (*Hilarité*) Hemmungen, Französisch zu sprechen, haben wir aufgrund der Angst, Fehler zu machen und nicht verstanden zu werden. Mit den neuen Lehrmitteln und der Didaktik, die dahintersteckt, soll genau das verhindert werden. Es geht dabei darum, Französisch zu verstehen, sprechen zu lernen und auch ein bisschen Freude daran zu entwickeln. Mit anderen Worten: Mit den neuen Französischlehrmitteln werden nicht durchwegs die gleichen Kompetenzen vermittelt, wie mit den alten. Es sind teilweise andere Kompetenzen und vor allem solche, die man nicht so einfach mit Tests nachweisen kann. Deshalb können die Resultate des Französischunterrichts mit alten und neuen Lehrmitteln einfach nicht miteinander verglichen werden. Es wäre ein Vergleich zwischen Äpfeln und Birnen. Oder vielleicht müsste man besser sagen, zwischen «pommes» und «poires». Vor allem wäre es ein Vergleich, der zusätzliche Kosten bringt. Die wissenschaftliche Abklärung, die den Vergleich ermöglichen soll, würde den Kostenrahmen nahezu verdoppeln, schreibt der Regierungsrat. Die geforderte teure wissenschaftliche Untersuchung ist gar nicht nötig, weil nämlich die Ergebnisse des neu ausgerichteten Französischunterrichts sowieso ausgewertet werden. Deshalb lehnen wir auch die noch übrig gebliebene Ziffer 1 ab. Das Ziel muss sein, den eingeschlagenen Weg zu verbessern

und nicht, die Übung abubrechen. Dass man beim eingeschlagenen Weg an einer Verbesserung arbeitet, können wir bei einem nachfolgenden Vorstoss noch zur Kenntnis nehmen.

Daniel Schwaar, Wileroltigen (PBD). Mit der verlangten vertieften Abklärung betreffend den Leistungsstand der Schüler in Frühfranzösisch – einerseits mit den unterschiedlichen Lehrmitteln und andererseits ab welcher Klasse – wird es aus unserer Sicht schwierig, einen aussagekräftigen Vergleich anzustellen, der die sich zur Zeit im Einsatz befindlichen Mittel infrage stellen würde. Mit den neuen Lehrmitteln wird aktuell erst ab dem fünften Schuljahr unterrichtet. Um eine Beurteilung über den Leistungsstand vornehmen zu können, bräuchte es also mindestens einen kompletten Jahrgang, der mit diesen Mitteln unterrichtet wurde und sich an deren Zielen orientiert. Die heutige Methodik zielt darauf ab, bei den Schülern das Interesse an der Sprache zu wecken, das Lernen mittels des Klangs der Sprache zu ermöglichen, und vor allem – das ist aus unserer Sicht das Wichtigste – eigene Lernmittelstrategien, beispielsweise mit Spielen, Zahlen und Parallelwörtern, stufengerecht zu entwickeln. Stufengerecht Eigenverantwortung wahrnehmen, Strategien entwickeln und Selbständigkeit erlangen, das ist für uns wichtig. Das zieht sich nachher bis zum Berufsabschluss bei allen durch. Wesentlich im Umgang sind die Erfahrungen, die wir machen müssen. Man erklärte uns, die Lehrerschaft habe eine gute Kritikkultur und konnte zusammen mit der Erziehungsdirektion bereits entscheidende Verbesserungen vornehmen. So hat man in den dritten Klassen das Lehrbuch «magasin» und die dazugehörigen Arbeitsbücher «parcours» mengenmässig angepasst. Wir sind uns bewusst, dass das Thema heikel ist und zu Diskussionen führt. Aber wir stehen ganz klar hinter dem Programm «Passepartout». Aus unserer Sicht ist ein Rückschritt in die Vergangenheit, geschätzte Kolleginnen, nicht zwingend ein Schritt in die Zukunft. Daher lehnen wir auch Ziffer 1 weiterhin ab.

Christine Grogg-Meyer, Bützberg (PEV). Als ich das Datum des Vorstosses – November 2015 – las, dachte ich: Ja, zu dieser Zeit hatte der Vorstoss noch seine Berechtigung. Es gab viele Rückmeldungen von Lehrpersonen, Eltern und Schulen, die besagten, dass bei dem Lehrmittel noch Verbesserungen vorgenommen werden müssten. Seither ist ein halbes Jahr vergangen, und die EVP findet eigentlich, dass die Erziehungsdirektion zusammen mit dem Lehrmittelverlag ihre Aufgaben gemacht hat. Man waren nicht untätig und packte die Probleme an. Es liegen jetzt praktische Lösungen vor, die den Schulen zur Verfügung stehen. Es sind Evaluationen geplant – andere haben das auch schon gesagt –, die stattfinden werden, sobald die neuen Lehrmittel alle Stufen durchlaufen haben.

Wir werden einfach den Eindruck nicht los, dass dieser Vorstoss Massnahmen verlangt, die aus Sicht der EVP nicht nur mit dem frühen Französischunterricht zu tun haben, sondern vor allem auch von einem grundsätzlichen Misstrauen gegenüber den neuen Lehrmitteln zeugen. Wie gesagt: Dieses Misstrauen hatte vor einem halben Jahr noch eine gewisse Berechtigung. Aber jetzt sind wir dezidiert der Meinung, dass die Erziehungsdirektion, der Lehrmittelverlag, die PH in der Ausbildung und auch die Lehrkräfte selber ihre Arbeit in Sachen Frühfranzösischlehrmittel oder Französischlehrmittel allgemein gut machen. Wir finden, dass jetzt nicht der Zeitpunkt ist, um solche wissenschaftlichen Untersuchungen und Vergleiche über sprachliche Fertigkeiten anzustellen. Jetzt ist der Zeitpunkt da, die Einführung der neuen Lehrmittel ungehindert zu unterstützen und auch dem Frühfranzösisch, welches das Parlament beschlossen hat, alle Unterstützung zu geben. Als EVP lehnen wir diesen Vorstoss ab, der die Einführung des Frühfranzösisch eigentlich wieder infrage stellen möchte.

Stefan Oester, Belp (UDF). Im Moment sprechen wir nur noch über Ziffer 1. Da wird die EDU mehrheitlich zustimmen. Das Ganze hätten wir überladen gefunden. Wenn wir ein wenig zurückschauen in die vergangene Zeit, in der man immer hörte, was an diesem Lehrmittel und der Lehrmethode alles nicht funktioniere, haben wir schon landauf, landab gewisse Rückmeldungen erhalten, die dem Ganzen etwas verhalten entgegensahen. Mittlerweile wissen wir aber, dass diverses gemacht wurde, und Verbesserungen im Gang sind. Trotz den Verbesserungen, die jetzt an den Lehrmitteln und an den Methoden vorgenommen werden, dürfen wir trotzdem hinschauen und die beiden Lehrmittel miteinander vergleichen. Im Text zur Begründung schreibt noch jemand von «ertrinkenden Kindern». Das hat mich schon etwas stutzig gemacht. Aber das war dann nur «im Sprachbad», und deshalb ist es ein bisschen weniger schlimm. Wir werden der Ziffer mehrheitlich zustimmen und hoffen, Sie tun das auch.

Peter Gasser, Bévillard (PSA). Les auteurs demandent une nouvelle étude scientifique pour savoir s'ils sont mieux préparés qu'avant. Mais, je vous rappelle, on le sait déjà, qu'une évaluation sera confiée à l'Institut du plurilinguisme de l'Université de Fribourg et que, évidemment, les adaptations seront faites en fonction de cette évaluation. Faire une évaluation de l'ancienne méthode pour comparer, on l'a déjà dit, serait tout simplement stupide, parce que cela double les coûts, et comme l'a déjà dit mon collègue, c'est comparer des poires et des pommes; j'avais écrit exactement la même chose, c'est bien, on se retrouve. D'autre part, j'ai également, comme le parti évangélique, ressenti un réel à priori des motionnaires à l'égard des nouveaux moyens. En lisant leur développement, on pourrait penser que l'ancien système était bon. Or, c'est justement parce que ce système n'obtenait que des résultats médiocres qu'un changement est intervenu. Une importance accrue est mise sur l'expression orale et la compréhension de textes un peu plus difficiles, étant donné que les capacités communicatives sont beaucoup plus valorisées aujourd'hui. Évidemment que les critiques qui ont été faites ont été prises en compte par la DIP et les adaptations, on l'a entendu, ont déjà, entre autres, en partie en tout cas, été réalisées. Je dois quand même vous dire qu'en ce qui concernait le dernier point de la motion, même s'il est retiré, celui-ci m'a fait bondir. Alors que la Suisse romande démontre que l'harmonisation voulue par HarmoS, acceptée par plus de 90 pour cent des citoyens, je le rappelle, est possible, d'autres cantons alémaniques s'asseyent sur cette votation et la stratégie des langues de la CDIP. Berne a toujours été exemplaire et il ne faut pas mettre cette stratégie en péril, d'autres cantons orientaux s'occupent déjà de cette stratégie de démolition. Donc, au niveau du groupe socialiste, nous vous recommandons le rejet.

Madeleine Amstutz, Schwanden-Sigriswil (UDC). Das Ziel ist für alle ein guter Französischunterricht mit angemessenen Kosten. Die neuen Lehrmittel kosten den Kanton Bern und die Gemeinden jährlich zirka 18 Mio. Franken: wiederkehrend und ohne das Kosten-Nutzen-Verhältnis abzuklären. Es geht hier darum, zu prüfen, ob wir auf dem richtigen Weg sind. Wie ich schon gesagt habe, ist es wichtig, dass die Kinder beim Schulaustritt genügend Französischkenntnisse haben. Ziffer 1 wird deshalb durch die SVP-Fraktion grossmehrheitlich als Motion unterstützt. Es sollte abgeklärt werden, ob das Frühfranzösischlehrmittel zu vergleichsweise besseren Leistungen führt. Ich hoffe, dass Sie Ziffer 1 zustimmen und geprüft wird, ob wir unsere Ressourcen für den Französischunterricht gut einsetzen.

Le président. Ich übergebe das Wort dem Erziehungsdirektor.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Zuvor wurde die Zahl von 18 Mio. Franken erwähnt, die das Lehrmittel pro Jahr kosten soll. Ich kann die genaue Zahl im Moment gerade nicht abklären, aber ich würde die Wette eingehen, dass das Lehrmittel nicht 18 Mio. Franken pro Jahr kostet. Vielleicht kann Herr Sommer das noch schnell klären. Möglicherweise handelt es sich um die Kosten der Weiterbildung plus Mehrlektionen plus das Lehrmittel zusammen über eine bestimmte Periode. Insgesamt könnte man da schon auf 18 Mio. Franken kommen. Aber ich möchte Sie gerade ein bisschen um Vorsicht bitten: Ein Lehrmittel für 18 Mio. Franken pro Jahr wäre ein sehr teures Lehrmittel.

Ziffer 1 wünscht eine wissenschaftliche Untersuchung, die ermitteln soll, ob Schülerinnen und Schüler mit «Bonne Chance» oder «Clin d'oeil» bessere Leistungen erbringen. Das ist der Inhalt von Ziffer 1. Wir befinden uns in einem politisch heiklen Umfeld in der ganzen Schweiz. Es findet eine grosse Debatte über Frühfranzösisch statt, und es ist klar, dass dieses Vorgehen mit grosser Aufmerksamkeit verfolgt würde. Ich möchte Ihnen sagen, was geplant ist: Geplant ist eine Evaluation im Rahmen des Projekts «Passepartout» zusammen mit unseren Partnerkantonen Basel-Stadt, Basel-Land, Solothurn, Freiburg und Wallis, mit denen wir Frühfranzösisch eingeführt hatten. Zusammen sind wir sechs Kantone, und Ende 2017 werden wir eine Evaluation der Schülerinnen und Schüler durchführen, die dann die Primarschule verlassen. Eine weitere Evaluation findet Ende 2020 auf der Stufe Sek I statt. Die Frage soll beantwortet werden, ob wir die Ziele, die wir uns mit dem Lehrplan «Passepartout» gesetzt hatten, auch erreichen. Wenn wir diese Ziele nicht erreichen, werden wir selbstverständlich auch am Lehrmittel Anpassungen vornehmen. Wir haben übrigens bereits auf diesen Sommer hin Anpassungen gemacht. Ich werde Ihnen im Zusammenhang mit einem Vorstoss – von Grossrat Kohler, glaube ich –, den wir später noch beraten werden, aufzeigen, was wir bis heute angepasst haben. Wenn die Forderung dahingehend lautet, wie sie Donat Schneider zuvor formuliert hat, dass man einfach wissen will, was die Schüler am Schluss eigentlich können, könnte man diese Motion annehmen und abschreiben oder die

Abschreibung auch weglassen. Dann machen wir das auch effektiv. Aber wir stellen keinen Vergleich an. Dort liegt der Unterschied. Was hier jetzt verlangt wird – Corinne Schmidhauser hat klar darauf hingewiesen –, ist ein Vergleich der Schüler und Schülerinnen mit «Bonne chance» mit den Schülern und Schülerinnen mit «Clin d’oeil», beziehungsweise «Mille feuilles». Das macht das interkantonale Projekt nicht. Wenn man diesen Vergleich nun möchte, müsste dieser für Bern separat noch bis nächsten Sommer erfolgen. Corinne Schmidhauser hat das richtig gesagt: Die letzte Kohorte mit «Bonne chance» verlässt dann die Schule. Es wäre eine wissenschaftliche Frage, ob dieser Vergleich sinnvoll ist. Aber es wäre die Chance, unter «Bonne chance» Französisch zu testen.

Kostenneutral geht das nicht: Wir haben uns Offerten von zwei Evaluatoren unterbreiten lassen. Der eine ist die Universität und der andere eine private Firma. Die geschätzten Kosten betragen zwischen 100 000 und 400 000 Franken, je nachdem, wie seriös man das wissenschaftlich umsetzen will. Wieso machen wir das im interkantonalen Vergleich nicht? Ich möchte Sie bitten, sich kurz zu überlegen: Was sind «bessere Leistungen»? – Die Frage muss lauten, was das Ziel war. Geht es um mehr Freude? Geht es darum, besser zu kommunizieren? Es kann gut sein, dass Schülerinnen und Schüler mit «Clin d’oeil» und «Mille feuilles» weniger gut schreiben, aber besser reden können. Vielleicht haben sie auch weniger Angst zu reden, können das aber nicht ganz so gut wie zuvor. Auch das ist möglich. Wir vergleichen die berühmten Äpfel und Birnen miteinander. Wir werden todsicher erfahren, dass die Schülerinnen und Schüler in einigen Bereichen besser sind und in anderen schlechter. Das muss so sein, wenn man zwei unterschiedliche Lehrmittel hat, die unterschiedliche Ziele setzen. Man wird unterschiedliche Ergebnisse haben. Und dann geht die Debatte los, wie die Befunde zu interpretieren seien. Hinzu kommt noch, dass wir den letzten Jahrgang eines Lehrmittels, das sehr viele Jahre im Betrieb war, mit dem allerersten oder zweiten Jahrgang eines neuen Lehrmittels vergleichen, das die Lehrerinnen und Lehrer noch nicht so gut beherrschen. Diesen wissenschaftlichen Vergleich müsste man sehr genau anschauen. Man kam in diesem Projekt zum Schluss, dass es keine sinnvollen wissenschaftlichen Vergleiche gibt und keine wissenschaftlich sinnvollen Erkenntnisse daraus gezogen werden können.

Das Einzige, was der Vergleich bringt, ist Unruhe. Auch wenn Sie die letzten drei Ziffern dieses Vorstosses zurückgezogen haben, diese Unruhe kann ich Ihnen jetzt schon versprechen: War nicht «Bonne chance» doch besser? Wäre man nicht besser beim fünften Schuljahr geblieben? Man hat gesagt, dass es nichts bringt, ohne sinnvolle wissenschaftliche Ergebnisse eine politische Debatte auszulösen. Was wir wissen wollen, ist: Erreichen wir die Ziele des Lehrplans «Passe partout» mit den Schülerinnen und Schülern? Das wollen wir abklären und tun es auch. Hingegen lehnen wir den Vergleich ab, weil er uns keine wissenschaftlich sinnvollen Ergebnisse bringt.

Le président. Wir kommen somit zur Abstimmung. Wir stimmen über Ziffer 1 als Motion ab. Wer diese unterstützen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 64

Non 65

Abstentions 5

Le président. *(Le résultat serré suscite de l'agitation dans la salle.)* Sie haben die Motion abgelehnt. Es ist Mittag, und ich wünsche Ihnen einen guten Appetit.

La séance est levée à 11 heures 46.

La rédactrice :

Catherine Graf Lutz (f)

Le rédacteur :

André Zurbuchen (d)